

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

DECEMBRE 1964.

DANS L'ENGRENAGE

Depuis cinq ou six ans, les bureaucrates syndicaux nous ont habitués à ces grèves folkloriques qui reviennent avec une régularité d'horloge. Cette fois encore, la grève a connu le plus grand succès, ce qui prouve en tous cas que le système est parfaitement au point. Un système dont les travailleurs ont d'ailleurs si bien eu le temps de mesurer l'efficacité que nous pouvons déjà prévoir la prochaine opération, résultats compris; non parce que nous sommes des prophètes, mais parce que la réflexion nous apprend que des principes semblables conduisent à des actions semblables et que les mêmes actions engendrent les mêmes résultats.

" Que nenni, nous répondraient les bonzes. Après un tel soulèvement de masse, les travailleurs vont se sentir confiants, et d'autant plus forts que cette grève ne fut que le prélude à des mouvements de plus grande envergure ".

Les travailleurs ne seront pas dupes de cette nouvelle opération. Ils sentent bien d'ailleurs que les mouvements de grande envergure ainsi projetés dans les prochains mois portent déjà curieusement en eux comme une certaine odeur d'élections. Mais surtout quelle peut bien être, cette fois encore, l'efficacité de la grève, telle qu'elle fut prévue, ordonnée, suivie, attendue ou

subie? On le sait déjà. Le gouvernement ne dépassera pas les 2% habituels, qu'il aurait de toutes façons octroyés généreusement. Mais les bureaucraties crieront victoire, verseront une larme de crocodile et préféreront quelque menace verbale, assez vague pour ne pouvoir être mise à exécution. Ce qui laissera au gouvernement toute latitude pour mieux poursuivre son plan de stabilisation.

Car il faut bien comprendre la signification d'un tel mouvement. Son caractère de mascarade et de farce rituelle fut d'ailleurs assez bien mis en lumière dès les " manifestations " du 2 Décembre qui ne furent qu'un cache-cache avec la police à la fin duquel tout le monde se retrouva le coeur en joie à un meeting " de masse " ayant la bénédiction du gouvernement et des flics.

Quant à la journée passive du 11, elle a éclairé une fois de plus pour ceux qui ouvrent les yeux la nature et la fonction réelles des syndicats. Que demandaient les syndicats? ou plutôt leurs dirigeants? Un " pouvoir de contestation " c'est à dire finalement la possibilité de renforcer leur propre domination en faisant un pas de plus dans le sens de l'intégration. Ce n'est pas un hasard si le mot d'ordre fut lancé d'abord par F.O., la centrale la plus

droitière (si ces mots ont encore un sens). La grève leur permettait ainsi de montrer leur présence tout en endiguant le mécontentement des travailleurs dans des limites confortables et en faisant montre d'un simulacre de combattivité.

Cette parodie ne doit tromper personne. Elle illustre mieux que jamais la situation des dirigeants syndicaux qui sont pris entre le capital et le travail et cherchent à donner à l'un comme à l'autre des gages de leur dévouement sincère, tantôt édulcorant, tantôt durcissant les mots d'ordre en fonction de l'attitude de la base.

Les travailleurs ont autre chose à faire qu'à être vigilants envers leur propre syndicat pour le plus grand profit des capitalistes. Les travailleurs ont autre chose à faire qu'une grève passive, à l'issue de laquelle on ne leur octroie que des miettes. Une grève que l'on fait en protestant ne peut être que nulle et négative. La seule lutte positive est celle qui passe par l'organisation des travailleurs par leurs propres moyens. C'est à cette seule condition qu'une grève peut être payante, même si elle ne se solde pas par une augmentation immédiate. Plus que son résultat immédiat, c'est la façon de mener la lutte qui importe. Au lieu de se demander individuellement s'il va ou non faire grève, tout travailleur peut d'abord en discuter avec ses camarades, sur les lieux mêmes de son travail. Dans cette démarche première, se trouve l'embryon de l'organisation future qui arrachera le pouvoir aux bureaucrates en même temps qu'aux capitalistes, pour le remplacer par le pouvoir des travailleurs.

à la disposition de sa Majesté

Lorsque la direction de la Régie RENAULT a ramené les horaires de travail de 48 à 44 heures (en moyenne) à la rentrée de Septembre, certains ont crié à la crise économique.

C'était ce que voulait la Direction: semer la panique parmi les ouvriers.

Les travailleurs et les militants qui gardaient leur sang-froid expliquaient au contraire que le gouvernement voulait " seulement " éprouver la résistance ouvrière et faire sentir un peu plus aux travailleurs qu'ils ne sont pas les maîtres dans l'usine.

A la fin du mois de Novembre, le Ministre de l'Industrie BOKANOWSKI a annoncé que RENAULT allait reprendre un horaire " normal " dans un proche avenir et la Régie confirmait une augmentation, progressive et variable suivant les ateliers, des heures de travail.....

En outre, le même BOKANOWSKI annonçait que les ouvriers de chez Renault partiront en vacances en Juillet, au lieu du mois d'Août l'année dernière. Nombre de travailleurs touchés: 60.000, plus ceux des firmes sous-traitantes.

Un homme (ou considéré comme tel) peut donc disposer des loisirs de 60.000 autres après avoir disposé d'eux dans le travail.

QUESTION : Qu'est-ce qu'une société totalitaire?

Ouvriers, machines et dirigeants

Les patrons, les directeurs d'entreprise ont deux possibilités pour contraindre les travailleurs à produire. La méthode autoritaire qui consiste à dicter à l'ouvrier tout ce qu'il doit faire, la méthode libérale qui consiste à faire appel, dans d'étroites limites, aux capacités créatrices des travailleurs.

Au niveau du travailleur de base, cela se traduit par les deux interpellations contradictoires bien connues : " Qui vous a dit de faire cela? " et " Vous ne pouvez pas prendre un peu d'initiatives? ".

Il est intéressant de voir que ces méthodes de direction ne sont pas seulement le fait des capitalistes classiques mais aussi des dirigeants de l'Allemagne de l'Est, pays soi-disant socialiste.

Depuis 1945, mais surtout depuis 1948, les maîtres de ce pays ont lancé et développé des campagnes tendant à faire produire toujours plus aux travailleurs, en maintenant une discipline sévère dans les usines. Le héros du mouvement a été le mineur saxon Hennicke qui avait réalisé sa norme à 380% et, tel Stakhanov en Russie, devait donner son nom à l'activisme.

Un article du journal " Le Monde " nous a appris que " l'idéologie des tonnes " est maintenant condamnée car elle freine le progrès technique et, en supprimant l'initiative des producteurs, réduit l'innovation. Aussi, tout comme les patrons occidentaux promoteurs de boîtes à idées, les bureaucrates invitent-ils les ouvriers à trouver des formules susceptibles d'économiser du temps ou du matériel.

Cette nouvelle campagne attire sans doute quelques fayots mais elle

ne séduira aucun ouvrier conscient. Les deux exemples cités par la presse officielle (notamment "Junge Welt", organe des jeunesses "communistes") montrent le caractère réactionnaire de telles initiatives :

- 1er cas: une ouvrière d'une entreprise de appareils électriques a eu l'idée d'une rationalisation permettant de supprimer les temps morts dans l'utilisation d'une machine. Cela signifie que le camarade de cette ouvrière travaillera plus sur la même machine. Junge Welt titre "le directeur-général tire son chapeau devant une jeune ouvrière"; nul doute que les collègues de l'ouvrière tireront leur chapeau beaucoup moins bas.

- 2ème cas: 2 ouvriers d'un chantier de construction d'une usine de pétrochimie ont fait économiser 215 mètres de conduite; coût: 10.000 marks. Leur prime, qu'ils attendent d'ailleurs depuis Janvier, a été fixée à 790 marks. Sans commentaire.

Devant l'insuccès de leur campagne, les dirigeants ont envoyé des sociologues dans les usines, lesquels ont découvert que les travailleurs ne sont pas toujours mûs par la raison. Pourquoi, demande-t-on à ces sociologues qui doivent aimer les histoires surréalistes? Parce qu'ils ne pensent pas selon les vues du nouveau système économique!

Ainsi une minorité de dirigeants ne peut imposer ses vues à une majorité d'ouvriers. Nous le savions déjà, mais il est bon de le voir affirmé par l'ennemi de classe.

Aux travailleurs d'en tirer la leçon et d'imposer leur volonté à une minorité de bourgeois et de bureaucrates.

.../...

Quand ils prendront les usines pour les gérer, ils réaliseront, contre les dirigeants d'Allemagne de l'Est, ce que ceux-ci prétendent souhaiter: que l'ouvrier se conduise en véritable propriétaire de la machine sur laquelle il travaille.

En attendant, ces mêmes travailleurs ne se défendent pas trop mal; aux dernières nouvelles (Correspondance du "Monde" du 5 Décembre), un certain HAGER, " chef de la commission idéologique du Politburo " se lamente toujours: " L'idéologie égalitariste n'est pas encore suffisamment surmontée ".

un aveu de taille

Où l'on apprend 47 ans après qu'en U.R.S.S. les " masses ne participent pas à la direction de la société ".

L' " Humanité " du 7/12 titre: " Pour le passage du socialisme au communisme, l'Etat et le parti du peuple entier doivent créer les conditions de la participation des masses à la direction de la société ".

Suit un article composé d'extraits de la PRAVDA du 6/12 qui publie une étude sur les problèmes de l'Etat soviétique pour remplacer la Constitution de 1936, dite Constitution stalinienne :

" Il est possible de transformer l'Etat et de passer de la dictature du prolétariat à l'organisation politique des travailleurs du peuple entier ". Cette transformation commencée vers les années 30 fut freinée par des raisons liées à la guerre contre le fascisme " (le pacte HITLER-STALINE est passé sous silence) " et aussi à cause de Staline; le rôle des masses était réduit, les méthodes léninistes de direction de l'Etat étaient violées ". (C'est le moins qu'on en puisse dire!).

En fait de dictature du prolétariat, nous préférons donner le terme de dictature du Parti car en U.R.S.S. la lutte de classe existe toujours et les travailleurs ne peuvent s'identifier à ce Parti qui encadre un Etat capitaliste totalitaire.

La PRAVDA naïvement vend la mèche quand elle parle de la polémique ouverte sur les raisons de maintenir la dictature du prolétariat, après la disparition des classes d'exploiteurs: " Cela peut créer la possibilité que le mécanisme de domination de classe soit utilisé contre les travailleurs, contre les ouvriers eux-mêmes ". En effet si quarante-sept ans après, la dictature du prolétariat (en fait celle du parti) n'est pas prêt de se terminer, c'est qu'il existe toujours deux classes: les exploités (le Parti) et les exploités (les travailleurs).

LE COUT DE CE BULLETIN EST DE CINQUANTE FRANCS, SOMME INTEGRALEMENT

VERSEE PAR LES CAMARADES DU G.L.A.T.

Tempête sur l'AFRIQUE

CANNIBALES ET CIVILISES.

L'exécution manquée des otages, au Congo, a beaucoup " ému " toute la presse occidentale.

Nos dirigeants, blancs et civilisés, peuvent avoir bonne conscience. Ce sont évidemment des noirs, des jaunes ou des martiens qui ont décidé les bombardements d'HIROSHIMA (270.000 civils tués), NAGASAKI, DRESDE (des dizaines et sans doute des centaines de milliers de personnes écrasées sous les bombes incendiaires), HAMBURG etc... sans parler des atrocités commises par les nazis, blancs et aryens de surcroît (6 millions de juifs tués) ou des massacres colonialistes.

LA LOI DES OTAGES.

Une preuve de la barbarie des congolais a été trouvée dans la prise d'otages. Or, les combattants ont toujours appliqué la loi des otages, et notamment les gaullistes pendant la dernière guerre. Ce qui devrait inciter la presse bourgeoise à un peu plus de retenue.

DES COLONIALISTES "MALINS".

Pour prolonger le plus longtemps possible leur domination directe sur le CONGO, les colonialistes belges ont refusé de former des dirigeants noirs. Ils se sont contentés d'apprendre à lire et à écrire à des cadres subalternes, les plus détestés.

Cette "politique" explique l'attitude des insurgés de STANLEYVILLE exécutant tous les noirs ayant un peu d'instruction (d'après les journaux!). Méthode terriblement efficace puisqu'un journaliste a pu écrire: " Au Congo, la " mort d'un aide-comptable prend des allures de catastrophe nationale ".

Un autre fondement de la po-

litique belge était la mise en place d'un ordre moral étroitement paternaliste. Ses instruments: les missionnaires et autres religieux. La popularité de ces derniers semble immense; et les anti-cléricaux français, bons petits bourgeois, doivent être un peu jaloux de voir l'expression " bouffer du curé " devenir une réalité congolaise.

UNE DECOLONISATION REUSSIE..... QUI NE RESOUT RIEN.

La bourgeoisie anglaise, plus intelligente, a formé dans ses colonies africaines une bourgeoisie noire qui s'est montrée capable de canaliser la lutte anti-colonialiste et d'obtenir une indépendance politique qui ne met pas en cause l'impérialisme britannique.

Mais cette bourgeoisie nationale se trouve maintenant aux prises avec ses propres travailleurs, comme le montre l'exemple du NIGERIA, pays relativement développé et où une classe ouvrière est en train de se constituer.

Le NIGERIA, ancienne colonie anglaise, est devenue indépendante en Octobre 1963. Le 1er Juin 1964, un comité syndical d'action commune lançait un ordre de grève pour obtenir un salaire minimum fédéral. Cette grève qui allait se prolonger jusqu'au 13 juillet toucha 1 million de travailleurs.

La grève est l'arme des ouvriers: elle a un caractère de classe différent de la guérilla paysanne; de nouvelles perspectives s'ouvrent aux travailleurs africains, même si cette première grève est restée sous la direction des état-majors syndicaux.

La lutte anti-colonialiste cède le pas à la lutte de classe.

Ce que nous voulons, c'est :

Chaque fois qu'il faut décider quelque chose, le discuter librement avec tous nos camarades, syndiqués ou non, et fixer à la majorité, **tous ensemble**, nos revendications et l'organisation de notre lutte pour les obtenir.

Seule aujourd'hui la grève voulue par les travailleurs peut arracher autre chose que des miettes de 2 ou 3 %, seule demain l'action des travailleurs eux-mêmes pourra abattre le pouvoir de ceux qui nous exploitent et le remplacer par le **pouvoir des travailleurs**.

Pour cela, nous proposons :

Que dans chaque entreprise, toutes les décisions soient prises par une assemblée générale ou par des assemblées d'atelier, de département, de bureau.

Que pour exécuter ces décisions l'assemblée élise démocratiquement des **délégués**, pas pour un an ou six mois, mais uniquement **pour faire quelque chose de précis** : ces délégués ne seront pas des chefs, ils ne pourront pas faire autre chose que ce que les travailleurs leur ordonnent.

~~Que ces délégués prennent contact avec ceux des autres entreprises de la localité, de la région, du pays et des autres pays. C'est une réunion de délégués mandatés par les travailleurs qui doit coordonner la lutte pour le renversement des exploiters.~~

Nous savons que cela ne se fera pas en un jour. Nous ne croyons pas que tout d'un coup la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en organisant peu à peu les liaisons qui permettront aux travailleurs de se jouer des bureaucrates syndicaux et autres, **de coordonner eux-mêmes leur action**.

C'est ce travail que nous avons entrepris. Nous ne voulons pas constituer un nouveau syndicat ou un nouveau parti. Nous ne voulons pas devenir des dirigeants. Nous appelons les travailleurs qui sont d'accord sur ces positions à prendre contacts les uns avec les autres **pour lutter plus efficacement**.

Nous sommes à leur service pour les aider dans la lutte commune.

**Groupe de Liaison pour
l'Action des Travailleurs
(G. L. A. T.)**

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des délégués, soit en écrivant à l'adresse suivante : Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX^e.